

Unité départementale Le Havre
48 rue Denfert Rochereau
BP 59
76084 LE HAVRE

LE HAVRE, le 15/01/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/11/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SUEZ RV VAL'ESTUAIRE

1284 route des Gabions
76700 Rogerville

Références : 20231122Rapport_Inspection_SuezRVValEstuaire
Code AIOT : 0005805580

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/11/2023 dans l'établissement SUEZ RV VAL'ESTUAIRE implanté RTE DES GABIONS PORT SUD DU HAVRE 76700 Rogerville. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite fait suite à la mise en demeure du 21 avril 2024 relative à la gestion des stocks de graves de mâchefer.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SUEZ RV VAL'ESTUAIRE
- RTE DES GABIONS PORT SUD DU HAVRE 76700 Rogerville
- Code AIOT : 0005805580
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site SUEZ RV VALESTUAIRE (ex.MAPROSOL) est autorisé par arrêté préfectoral du 23 septembre 2013 à exploiter une installation de tri, transit, regroupement de déchets dangereux et non dangereux sur la commune de Rogerville. Les activités de traitement des terres polluées et des mâchefers issues d'installation de traitement thermique de déchets non dangereux qui y sont pratiquées sont des activités classées au titre de la directive IED.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- mise en demeure du 21 avril 2023
- valorisation des mâchefers
- suites de la visite 2022.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	PAQ Mâchefer CARACTERISATION ENVIRONNEMENTALE ET MISE EN OEUVRE	Arrêté Préfectoral du 23/09/2013, article 5.7.4	Lettre de suite préfectorale	3 mois
3	Registre Mâchefer CARACTERISATION ENVIRONNEMENTALE ET MISE EN OEUVRE	Arrêté Préfectoral du 23/09/2013, article 5.7.4	Lettre de suite préfectorale	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Gestion séparée des lots mensuels de graves	AP de Mise en Demeure du 21/04/2023, article 1	Sans objet
4	Autres suites VI 2022	Autre du 24/11/2022, article Demandes 1 à 6	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le jour de la visite l'inspection a constaté que la procédure de stockage des lots de matériaux élaborés à partir de mâchefer (graves), transmise à l'inspection en février 2023 puis juin 2023 après mise à jour, et qui prévoit bien la séparation physique des lots périodiques différents, était correctement mise en œuvre et propose à Monsieur le Préfet de Seine-Maritime la levée de la mise en demeure du 21 avril 2023.

L'inspection formule également quatre demandes (délais 3 mois) concernant les opérations de valorisation des graves, leur traçabilité et les études à transmettre dont l'actualisation de l'ERS.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Gestion séparée des lots mensuels de graves

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 21/04/2023, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, déchet
Prescription contrôlée : La société SUEZ RV VAL ESTUAIRE, dont le siège social est situé Route des gabions 76700 Rogerville est mise en demeure de respecter les dispositions suivantes de l'article 5.7.3 de l'arrêté préfectoral du 23 septembre 2013 : La surface de stockage dédié au stockage des mâchefers en cours de maturation est au minimum de 3 700 m ² pour une hauteur maximale de 5 m (pour une phase de maturation durant en moyenne 4 mois). La surface maximale de stockage des mâchefers en cours de maturation et des matériaux élaborés à partir de mâchefer est de 11 025 m ² et la hauteur de stockage ne devra pas dépasser 5 mètres soit un maximum de 70 000 tonnes. Il est interdit de procéder à : <ul style="list-style-type: none">• un mélange des mâchefers bruts ou en cours de maturation issus de lots périodiques différents,• une dilution des mâchefers avec d'autres substances ou objets,• une stabilisation des mâchefers,• un mélange de matériaux élaborés issus d'installations de traitement thermiques de déchets différentes,• Un mélange de matériaux élaborés répondant à des critères de valorisation différent (valorisation en technique routière de type 1 ou 2). Les stockages sont organisés afin de respecter les interdictions ci-dessus. sous un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté en procédant à une gestion séparée des lots mensuels de graves issues de chacune des unités de traitement thermique qu'il traite sur son site et en garantissant une capacité totale de stockage de 70 000 tonnes de mâchefers et de graves dans le respect de ces conditions.
Constats : Le jour de la visite, l'inspection a constaté que la procédure de stockage des lots de matériaux élaborés à partir de mâchefer (graves), transmise à l'inspection en février 2023 puis juin 2023 après mise à jour, et qui prévoit bien la séparation physique des lots périodiques différents, était correctement mise en œuvre. Par courriel du 8 décembre 2023, l'exploitant a transmis à l'inspection une procédure mise à jour afin d'y préciser les règles de gestion des mâchefers bruts qui doivent également faire l'objet d'une gestion séparée par lots périodiques. L'inspection propose à Monsieur le Préfet de Seine-Maritime la levée de la mise en demeure du 21 avril 2023. L'inspection a constaté lors de la visite quelques différences entre le plan d'allotissement des mâchefers bruts, les lots physiquement présents dans les alvéoles et les plans de chacune des alvéoles affichés à l'entrée de chacune d'elles. Néanmoins un panneautage permet d'identifier chaque lot périodique. Observation : l'exploitant doit veiller à maintenir à jour les plans relatifs au stockage des lots périodiques de mâchefers bruts et de graves.

N° 2 : PAQ Mâchefer CARACTERISATION ENVIRONNEMENTALE ET MISE EN OEUVRE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/09/2013, article 5.7.4

Thème(s) : Risques chroniques, Mâchefers

Prescription contrôlée :

Procédures d'assurance de la qualité et d'utilisation des graves de mâchefers

L'exploitant établit un plan d'assurance de la qualité qui le lie à l'entreprise chargée de l'exécution des travaux routiers et au transporteur.

Avant la livraison sur le chantier ou au moment de celle-ci, l'exploitant fournit à l'entreprise chargée de l'exécution des travaux routiers une fiche de données environnementale qui comprend :

- la provenance des matériaux élaborés entrant dans la composition du matériau routier (nom de l'installation de traitement thermique des déchets, références des lots périodiques ayant servi à la production du lot, etc)
- les usages routiers autorisés compte tenu des caractéristiques environnementales du matériau routier et des matériaux alternatifs entrant dans sa composition,
- le cas échéant l'usage routier proscrit (type 2 pour les matériaux routiers composés de matériaux alternatifs de type 1),
- les limitations d'usages liées à l'environnement immédiat de l'ouvrage routier (tel que définit à l'annexe de l'arrêté ministériel du 18 novembre 2011 relatif au recyclage des MIDND),
- les résultats de l'étude du comportement à la lixiviation et de la teneur en éléments intrinsèques en éléments polluants tel que définit à l'article 5.7.4.
- les performances mécaniques attendues (éventuellement sur la base d'un essai proctor).

Constats :

L'inspection a consulté par sondage les documents relatifs à deux chantiers réalisés en 2022.

Pour chaque chantier l'exploitant réalise une visite de chantier ou a minima un examen documentaire du site au regard des risques (inondation, bétail, zone naturelle protégée, etc) sur la base des coordonnées GPS du chantier.

Pour chaque chantier, il est signé un formulaire avec le transporteur et l'entreprise réalisant les travaux (fiche de visite). Les fiches de classement environnemental des lots utilisés pour le chantier sont jointes au document et l'exploitant établit un tableau récapitulatif des expéditions par chantier.

Par courriel du 8 décembre 2023, l'exploitant a transmis à l'inspection les documents suivants relatif à l'un des chantiers consultés lors de la visite :

- fiches de visite de chantier (début et travaux terminés),
- fiche établie avec le transporteur,
- fiches de classement environnementale des lots valorisés,
- fiche de recommandation,
- points de situation et photographies aériennes du chantier,
- récapitulatif des expéditions.

L'inspection constate que les usages pratiqués sur les chantiers consultés ne sont pas des usages routiers au sens de l'article 2 de l'arrêté ministériel du 18 novembre 2011 (et son guide d'application - SETRA octobre 2012) relatif au recyclage en technique routière des mâchefers d'incinération de déchets non dangereux dans la mesure où il ne s'agit pas d'ouvrage supportant un trafic routier ou situé dans l'emprise routière et dont la construction a été rendue nécessaire

par l'existence de l'infrastructure.

Les usages constatés sont des usages de réalisation de plateforme, parking ou piste au sein d'établissements agricoles dont l'un d'eux reçoit également du public (Centre équestre). L'arrêté ministériel du 18 novembre 2011 et son guide d'application ne sont pas applicables à ce type d'usage. Par ailleurs l'exploitant a déclaré lors de la visite ne pas être informé sur la possible existence de puits ou sources pour l'abreuvement des animaux ou l'arrosage des lieux sur ces deux sites.

Néanmoins, la note BPGD du 26 mars 2016 n°114131 précise la nature des ouvrages de travaux publics dont l'examen de l'acceptabilité environnementale est comparable aux ouvrages routiers.

Elle permet d'utiliser des spécifications adaptées des guides : les matériaux qui respectent le référentiel environnemental associé aux usages de type 2 peuvent être utilisés sur les plateformes d'activités économiques (qui inclut les activités agricoles) dès lors que la plateforme est revêtue. Un ouvrage routier est réputé revêtu si sa couche de surface est réalisée à l'aide d'asphalte, d'enrobés bitumineux, d'enduits superficiels d'usure, de béton de ciment ou de pavés jointoyés par un matériau lié et si elle présente en tout point une pente minimale de 1 %.

Demande n°1 : il est demandé à l'exploitant de veiller à respecter les critères spécifiques aux usages pour des chantiers de plateformes d'activités économiques (dont les ouvrages agricoles) qui doivent être revêtus. A défaut une étude de l'acceptabilité environnementale des matériaux doit être réalisée par chantier et soumise à l'avis de l'inspection.

Il lui est demandé d'identifier l'usage potentiel de ressources en eau privées sur les chantiers de plateformes de type agricole.

Afin de satisfaire à ces exigences, il est demandé à l'exploitant de mettre à jour son modèle de fiche de visite pour les plateformes économiques, et de transmettre le modèle à l'inspection.

L'inspection rappelle à l'exploitant que les exploitants réalisant des mélanges de graves ou autres déchets issues de mâchefer non dangereux avec des déchets dangereux en vue de stabiliser les déchets dangereux doit être explicitement autorisé à pratiquer ce mélange par arrêté préfectoral (article L.541-7-2 du code de l'environnement). L'exploitant veillera à disposer des arrêtés préfectoraux autorisant ce mélange en cas de demande et d'expédition vers de telle filière de valorisation.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Registre Mâchefer CARACTERISATION ENVIRONNEMENTALE ET MISE EN OEUVRE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/09/2013, article 5.7.4

Thème(s) : Risques chroniques, Mâchefers

Prescription contrôlée :

...

Un registre des sorties :

L'exploitant tient à jour un registre des sorties où sont consignées les informations suivantes :

- nom, adresse postale et numéro SIRET de l'installation de traitement thermique de déchets non dangereux qui a produit le ou les lots périodiques ayant servi à l'élaboration du matériau routier sortant du site,

- noms, adresses postale et numéro de SIRET du maître d'ouvrage des travaux routiers, de l'entreprise chargée de l'exécution des travaux, du transporteur,
- la référence des lots périodiques ayant servi à l'élaboration du matériau routier,
- la date de sortie,
- la quantité de matériaux sortant,
- l'usage routier effectif,
- le libellé et les coordonnées GPS du chantier routier.

Ce registre est tenu à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées.

...

Constats :

L'inspection a consulté les extraits du registre de sortie des mâchefers relatifs aux chantiers de valorisation dont les documents ont été consultés (cf.PC précédent).

Les noms, adresses postale et numéro de SIRET du maître d'ouvrage des travaux sont manquants.

Demande n°2 : les informations portées au registre des sorties de graves de mâchefer doivent être complétées des noms, adresses postale et numéro de SIRET du maître d'ouvrage des travaux.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Autres suites VI 2022

Référence réglementaire : Autre du 24/11/2022, article Demandes 1 à 6

Thème(s) : Autre, divers

Prescription contrôlée :

Demande 1 et 2 : cf PC MED.

Demande 3 : Bassin de confinement Bassin d'orage :

L'exploitant transmettra à l'inspection les éléments justifiant qu'une capacité de 1400 m3 est à nouveau disponible dans le bassin. Délais 3 mois.

Demande 4 : Mise à jour ERS

L'exploitant transmettra à l'inspection les mesures semestrielles de rejets dans l'air de la biopile et procèdera à la mise à jour de l'étude de risque sanitaire. Le cas échéant cette mise à jour devra justifier qu'une analyse quantitative grâce à une modélisation n'est pas nécessaire. Cette mise à jour devra prendre en compte le résultat de l'analyses des émissions diffuses de l'activité de traitement des mâchefers qui seront réalisées dans le cadre de la mise en œuvre de la MTD 24 du bref WI - délais 3 mois.

PAC : l'exploitant transmet un plan à jour de l'ensemble de ces installations à l'inspection (délai 3 mois). Ce plan comprend l'emplacement des nouvelles installations et stockages avec leurs capacités techniques associées en m2 et tonnes (terres polluées, mâchefers, graves de mâchefer, etc) ainsi que le périmètre IED actualisé conformément à ce rapport (cf Point de Contrôle périmètre IED).

Demande 5 : Rapport de base : l'exploitant doit compléter son rapport de base en transmettant à l'inspection un état zéro de la qualité des eaux souterraines sur la base des paramètres surveillés depuis 2017. Il transmet également un programme de mesure de l'état initial des sols (points de

prélèvement et paramètres) ainsi qu'un échéancier pour sa réalisation. Délais 3 mois.

Demande 6 : L'exploitant fait parvenir à l'inspection, sous 3 mois, un rapport d'évaluation de la conformité de la filière Valgo pour tous les lots expédiés depuis début 2020 au regard des articles L.541-32 et L.541-32-1 du Code de l'environnement.

Constats :

Concernant les demandes n°1 et 2 de l'année 2022, l'inspection propose la levée de la mise en demeure du 21 avril 2023. Par ailleurs la demande d'augmentation des capacités de stockage des matériaux bruts et élaborés a été justifiée par l'envoi des plans et note de calcul actualisés (courriel du 13 septembre 2023). L'inspection proposera une mise à jour de l'arrêté préfectoral à monsieur le Préfet de Seine-Maritime afin d'acter cette demande.

Concernant la demande n°3 de l'année 2022, l'inspection a constaté que le bassin a été curé et nettoyé (Le 13 février 2023 selon courrier de réponse de l'exploitant du 14 février 2023).

Concernant la demande n°4 de l'année 2022, par courriel du 13 septembre et 8 décembre 2023, l'exploitant a transmis à l'inspection les rapports de rejets atmosphériques de 2016, 2017, 2021, 2022 et août 2023 amont et aval du filtre de l'unité biopile.

L'inspection note que les rapports de rejets atmosphériques de 2022 et 2023 pour la biopile présentent des résultats en flux de méthanol et choroéthane en amont et aval Charbon actif (CA) qui indiquent des flux et des rendements d'épuration très variables. La concentration totale en COV non méthanique est inférieure à 20 mg/m³ mais néanmoins des COV possédant des mentions de danger présentent des concentrations ponctuellement supérieures à 2 (Méthanol en août 2023).

L'exploitant a également transmis à l'inspection une proposition technique et commerciale concernant la mesure des émissions diffuses de poussières issues du traitement des mâchefers. La campagne de mesure sur le site est programmée en décembre 2023.

Demande n°3 : L'étude de risque sanitaire dont la mise à jour est attendue (article 8.6.2 de l'AP du 23 septembre 2013) doit tenir compte du résultat de cette campagne d'analyse des émissions diffuses ainsi que des émissions de COV à mention de danger émis par la biopile. Le cas échéant cette mise à jour devra justifier qu'une analyse quantitative grâce à une modélisation n'est pas nécessaire. Cette mise à jour est transmise à l'inspection dans un délai de 3 mois (à compter de la réception par l'exploitant du rapport de la campagne de mesure des émissions de l'installation de traitement des mâchefers).

Concernant la demande n°5 de l'année 2022 : par courriel du 13 septembre, l'exploitant a transmis à l'inspection un état zéro des eaux souterraines ainsi que le plan des sondages de sols qui seront réalisés.

Concernant la demande n°6 de l'année 2022 : par courriel du 13 septembre, l'exploitant a transmis à l'inspection une synthèse des tonnages et des résultats analytiques des lots expédiés vers la société Valgo. Le rapport d'analyse du lot 13179100 est manquant.

Demande n°4 : il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection le rapport d'analyse du lot 13179100 manquant. Délai 3 mois.

Type de suites proposées : Sans suite